



Réponse de EDF à la Consultation publique de l' ARCEP - Prolongation d'une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques de la société e*Message Wireless Information Services France dans la bande 450 - 470 MHz pour établir et exploiter un réseau radioélectrique ouvert au public

CONSULTATION PUBLIQUE ouverte jusqu'au 28 janvier 2025

1. Rappel du contexte EDF

EDF et ses filiales détenues à 100% assurent, entre autres, les missions suivantes :

- Production d'électricité (et transport et continuité de fourniture pour la Corse et les DROM)
- Distribution d'électricité

Ces 2 composantes bénéficient depuis toujours de moyens de télécommunications en propre pour assurer leurs missions régaliennes. EDF utilise les fréquences radio pour quatre grands usages :

- Usages critiques pour le bon fonctionnement, la sûreté et la sécurité des installations industrielles,
- Autres usages industriels liés aux différentes activités du Groupe,
- Usages régulés (dont l'obligation d'affichage des consommations en temps réel par exemple),
- Transformation numérique du Groupe (digitalisation des processus).

Pour satisfaire les besoins liés à ces usages, les différentes entités du Groupe font appel à des technologies déployées sous leur responsabilité (en interne ou sous traitée) ou bien déployées par des Opérateurs tiers sous forme d'achat de services. Ces technologies peuvent être notamment sans fil (faisceau hertzien, radio mobile, satellite, wifi, ...). La couverture géographique concerne la métropole mais également les systèmes électriques insulaires qui sont par définition indépendants du réseau métropolitain.

EDF est utilisateur des services E-Message pour des services de communication sur nos sites critiques, notamment pour les appels d'astreinte en cas de crise. E-message est le seul opérateur sans mode commun avec les opérateurs publics type Orange, Bouygues Télécoms ou encore SFR, ce qui assure une vraie redondance à EDF.

Aujourd'hui EDF n'identifie pas d'alternative technologique.

En tant qu'entreprise EDF, client actuel des services de la société e*Message, souhaite apporter sa contribution à la consultation publique concernant la prolongation de l'autorisation d'utilisation des fréquences radioélectriques par cette société.

2. Compréhension de la consultation

La société e*Message Wireless Information Services France (ci-après « e*Message » ou « le demandeur ») est autorisée à utiliser 3 canaux de 25 kHz dans la bande 450 - 470 MHz pour établir et exploiter un réseau de communications électroniques ouvert au public, en vue de l'exploitation d'un service de radiomessagerie en France métropolitaine à l'exception de la collectivité de Corse. Cette autorisation arrive à échéance le 31 décembre 2025.



Par un courrier en date du 13 juin 2023, complété par un rapport en date du 29 décembre 2023, la société e*Message sollicite le renouvellement de son autorisation dans la bande 450 – 470 MHz pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2035.

Cependant, pour des motifs liés à la bonne utilisation des fréquences, et au regard des objectifs de régulation mentionnés au III de l'article L. 32-1 du CPCE, notamment lié à « *8° La sécurité, la prévisibilité et la cohérence réglementaire [...]* », il apparaît proportionné et justifié pour l'ARCEP de prolonger l'autorisation de la société e*Message pour une durée de 5 ans, jusqu'au 31 décembre 2030 uniquement.

Question n°1 : Quelles sont vos observations sur ce projet de décision ?

EDF est favorable à cette décision, et n'est pas opposé à ce qu'elle soit étendue à 10 ans jusqu'au 31 décembre 2035, pour ce fournisseur.

Il peut être suggéré au demandeur d'étudier le décalage des bandes octroyées vers la partie haute de la bande. 450 à 470 Mhz, dans la mesure où ce décalage n'engendre pas, à la fin, de surcoût pouvant impacter (changement d'équipements client ou renchérissement exagéré du service notamment) les clients de E-message.

EDF estime qu'il reste important de réfléchir à une libération progressive des fréquences concernées à l'horizon 2035. Cette démarche s'inscrit dans une perspective d'optimisation de l'utilisation du spectre radioélectrique et d'évolution des technologies

Tout en reconnaissant la valeur des services existants, EDF encourage l'ARCEP à accompagner e*Message dans une transition planifiée, permettant de répondre aux besoins croissants de modernisation et d'innovation, tout en assurant une continuité de service pour les clients comme EDF.

Question n°2 : Si vous répondez à la présente consultation en tant qu'utilisateur de service de radiomessagerie unilatérale, quelle évolution de vos besoins anticipez-vous à l'horizon du 31 décembre 2030 ?

EDF n'identifie pas d'alternative à E-message à date. EDF a besoin de maintenir les Services E message, à minima jusqu'au 31 Décembre 2030. EDF pense plutôt qu'ils devront être prolongés au-delà du 31 décembre 2030.

Ce service est d'autant plus critique qu'avec l'arrêt définitif du cuivre les opérateurs classiques seront devenus beaucoup plus fragiles à l'aléa électrique.

Nous restons disponibles pour contribuer aux discussions et assurer que cette transition se déroule de manière harmonieuse, en tenant compte des besoins stratégiques des acteurs concernés.

FIN